

SÉJOUR DE BERNARD KOUCHNER À ALGER

Les dessous d'une visite

En déclarant à Alger «cette visite est fructueuse, mais tout n'est pas réglé», les Allemands et les Britanniques ont certainement piqué un fou rire.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Eux qui, dès le départ, savaient qu'avec son projet d'Union méditerranéenne, devenu grâce à la vigilance européenne, Union pour la Méditerranée, N. Sarkozy allait droit vers le mur. Lorsqu'à l'aéroport Houari-Boumediène, le ministre français des Affaires étrangères avoua son échec algérien.

En termes diplomatiques, tout n'est pas réglé, veut tout simplement signifier, rien n'est réglé, il confirma, par là même, la charrette des appréhensions de l'Union européenne envers le démagogique et fantasmagorique plan de Sarkozy.

Cependant, une question demeure : que veut, réellement, le couple Sarkozy-Kouchner et qu'attend-il de l'Algérie ? Alors que tout le monde, ici, à Bruxelles et ailleurs, sait, parfaitement, que Paris a organisé le sommet du 13 juillet prochain (proclamation solennelle, en principe, de l'Union pour la Méditerranée) de telle sorte qu'Alger en soit sinon exclu, du moins marginalisé, voilà l'Atlantiste jusqu'à l'os du président français, l'anti-algérien le plus primitif de l'exécutif, mis en orbite par Sarkozy, dépêché, en urgence, à El Mouradia pour convaincre le président algérien de rejoindre, tête basse, quelque chose qui ne dit rien qui vaille de bon pour l'Algérie.



Photo : Samir Sid

Alors même qu'une semaine auparavant, Michèle Alliot-Marie, ministre hexagonale de l'Intérieur, amie, réelle, de l'Algérie, représentant au sein de l'écurie sarkozienne le courant favorable à un rapprochement loyal et sincère avec notre pays, avait acté le peu d'engouement, c'est

un euphémisme, algérien, pour l'Union pour la Méditerranée.

A moins que ceci n'explique cela. Sarkozy, aussi rusé que vindicatif, en chargeant Kouchner de persuader ses interlocuteurs d'Alger de rejoindre l'UPM, voulait, précisément, l'échec de la mission.

Qui peut croire, honnêtement, que Bernard Kouchner allait réussir là où Michèle Alliot-Marie échoua ? L'actuel locataire de l'Élysée qui connaît, à merveille, les relais néo-colonialistes et le paternalisme de son ministre des Affaires étrangères, a joué habile en chargeant d'une telle mission. Contrairement à ce que l'on peut supposer ou penser, le président français ne cherche pas l'adhésion de l'Algérie le 13 juillet prochain, il veut, tout bonnement, sa bienveillante compréhension, sa neutralité positive, le temps d'installer durablement l'Égypte, le Maroc et la Tunisie dans les structures qui jailliront du futur ensemble qui naîtra à Paris l'été prochain. En assénant, vulgairement, que «l'Algérie est un pays majeur en Méditerranée», comme s'il y avait des «pays

mineurs», ou d'autres phrases vides de sens comme lui seul, Bernard Kouchner, sait en fabriquer, le chef de la diplomatie française a, en fait, annihilé les tentatives sincères de Michèle Alliot-Marie de colmater les brèches. C'est réussi.

Pour le reste, Bernard Kouchner n'a pas démenti les informations essentielles.

Concernant l'Égypte, il a confirmé que Hosni Mubarak sera, bel et bien, coprésident de l'UPM. Sur le siège, le secrétaire permanent et le secrétaire général de la future configuration, Kouchner n'a pas démenti les préférences marocaine et tunisienne de l'Élysée. Il a, tout simplement, demandé à Alger de rejoindre la caravane, déjà en branle, si notre pays veut un petit lot de consolation...

A. M.

RÉGULATION DU MARCHÉ FINANCIER INTERNATIONAL

La Suisse ne veut plus d'«argent sale»

La Suisse, où une nouvelle autorité de surveillance et de lutte contre le blanchiment d'argent, la Finma, sera opérationnelle dès le 1^{er} janvier 2009, ne veut plus d'argent sale et invite notre pays à coopérer dans le développement de la régulation du marché financier international.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Sous le patronage du président de la République et sous l'égide du ministère des Finances, le Forum des compétences algériennes en Suisse (FCAS), en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie suisse - Algérie (CCI-SA), organise, depuis hier et aujourd'hui à l'hôtel El Aurassi, la quatrième édition du Forum international de la finance (FIF). Une occasion de débats et d'échanges d'expertises internationales en matière de gestion de fortune du patrimoine public, management bancaire, financement des projets énergétiques alternatifs, gestion des risques et la formation.

L'Algérie doit améliorer son image
Egalement une occasion, en marge des travaux, pour l'ancien conseiller fédéral helvétique et président de la Suisse, Joseph Deiss, d'inviter notre pays «qui compte» à améliorer davantage son image extérieure en matière de sécurité et stabilité. Un facteur à même de stimuler l'intérêt des banques suisses pour le marché algérien où elles sont encore absentes. Et cela d'autant que les banques helvétiques, plus spécialisées dans la gestion des portefeuilles privés

Que l'Algérie contribue à la régulation financière internationale !

Toutefois, notre pays doit, selon le responsable suisse, Joseph Deiss, œuvrer, par le biais d'«institutions justes», à ce que tout investisseur potentiel «ait confiance». En précisant que les investissements à l'étranger sont le fait du secteur privé helvétique et non de l'Etat fédéral. Et en signalant que l'accord de non-double imposition signé entre les deux pays n'est pas encore entré en vigueur et que la Suisse négocie un accord de libre-échange avec l'Algérie.

Autre invite de Joseph Deiss, celle appelant tacitement notre pays à participer au développement de la régulation du marché financier international et dans la lutte contre le blanchiment d'argent. «Nous ne voulons pas d'argent douteux, criminel, de la corruption ou du terrorisme et nous n'avons

aucun intérêt à avoir des fonds douteux», a affirmé cet ancien conseiller fédéral. Affirmant ne pas être au courant de quelconques dépôts algériens de ce type, Joseph Deiss a considéré que les capitaux qui entrent en Suisse sont moins importants que ceux qui en sortent. Il a ainsi assuré que les banques helvétiques sont au fait de l'origine, propriété et mouvements des capitaux placés. Même s'il a précisé que son pays maintient le secret bancaire, restitue les fonds détournés et fournit une entraide judiciaire en cas de crime financier prouvé. Sauf qu'à la différence de l'évasion fiscale, la fraude fiscale est un délit pénal en Suisse. Voire, la régulation et le contrôle en matière financière se consolident en Suisse où une nouvelle autorité de surveillance et de lutte contre le blanchiment d'argent, la Finma, sera opérationnelle dès le 1^{er} janvier 2009.

C. B.

EFFICIENCE DU SYSTÈME BANCAIRE

L'Algérie, dernière du peloton au Maghreb

Le système bancaire algérien est moins efficient que ceux de ses deux voisins maghrébins (Maroc et Tunisie), selon le Dr Dhafer Saïdane, maître de conférences à l'Université Charles-de-Gaulle, Lille III. Intervenant hier au 4^e FIF, cet universitaire a indiqué qu'en matière de gestion du personnel, réserves et immobilisations, cinq banques algériennes ont amélioré leur efficacité entre 1999 et 2006, passant de 81% à 87%.

Ces banques ont également atténué le gaspillage des moyens et coûts, le taux passant de 19% en 1999 à 13% en 2006. Même si le système bancaire algérien est attractif, se modernise et progresse de 15% par an, son efficacité demeure toutefois la plus faible au niveau maghrébin, le score le plus bas étant celui de la Banque de développement local (70%). Alors que six banques marocaines voient leur efficacité passer de 84% à 96% et le niveau du gaspillage réduit à 14% alors qu'une dizaine de banques tunisiennes voient leur efficacité stabilisée à 90% et le taux de gaspillage osciller autour de 10%.

Toutes les privatisations ne sont pas bonnes !

Par ailleurs, cet universitaire a avancé pour l'Algérie un taux de rentabilité de 5%, moindre que celui observé en Tunisie (8%) et au Maroc (13%). En outre, le Dr Saïdane a indiqué que la privatisation du système bancaire public est quasi totale au Maroc et progresse en Tunisie et en Algérie. Dans ce dernier pays, cet universitaire a noté la suspension provisoire du processus de privatisation du Crédit populaire d'Algérie (CPA), les conditions adéquates (un environnement international stable, un prix de cession avantageux...) n'étaient pas encore réunies. Cela même si cet universitaire a considéré que «toutes les privatisations ne sont pas bonnes» et que les pays ont toute latitude de revenir sur les processus de privatisation enclenchés. D'où, selon cet expert, la nécessité d'améliorer cette efficacité en luttant contre les surcapacités, en gérant mieux la production, en créant des champions nationaux et régionaux et en sortant du statu quo en s'appuyant sur les compétences des banques étrangères et l'ouverture de capital.

Par ailleurs, le Dr Saïdane a estimé que les économies maghrébines sont «pour l'instant suffisamment protégées», à l'abri de la crise financière internationale, du fait du décalage dans le temps.

C. B.

CRÉATION D'UN FONDS SOUVERAIN PAR L'ALGÉRIE

Une décision économique, une question de risque, selon Djoudi

En marge des travaux du 4^e FIF, le ministre des Finances, Karim Djoudi, a estimé que la création d'un Fonds souverain est «une décision économique». Voire, il faut examiner selon Karim Djoudi, le comportement des fonds souverains dans le monde, d'autant que ces derniers ont été affectés par la crise financière internationale actuelle, dite des subprimes. Pour le grand argentier

du pays, la gestion des réserves de change du pays relève de la Banque d'Algérie. Cette gestion étant basée sur des placements à l'étranger assurant un minimum de risques et permettant de pouvoir les récupérer rapidement. Or, les fonds souverains, par leur nature, investissent dans des actifs à haut niveau de risque et soumis à fluctuations de gains.

C. B.